

**Nations unies - Moyen-Orient -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 25 juillet 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier le coordinateur spécial Nikolay Mladenov pour sa présentation complète et précise.

Au cours des deux dernières semaines, et à l'initiative notamment de la France, notre Conseil a tenu deux séries de consultations d'urgence sur les crises que traversent Gaza et Jérusalem. Ces crises sont localisées, mais elles ne sont pas locales : chacune menace de provoquer une nouvelle escalade dans la violence, en Israël et en Palestine, voire au-delà dans la région.

Ces crises aiguës, Monsieur le Président, ne font que confirmer l'avertissement que nous sommes nombreux à formuler régulièrement devant ce Conseil : le conflit israélo-palestinien ne va pas se résoudre de lui-même. Soyons-en bien conscients : la solution à ce conflit ne réside ni dans le pilotage automatique des principaux acteurs, fondé de surcroît sur de vieux logiciens, ni dans des raccourcis illusoire ; car il n'y a pas d'alternative au chemin exigeant vers la paix fondé sur le respect et la négociation.

Le temps ne rend pas le conflit israélo-palestinien moins dangereux, au contraire. La multiplication des crises régionales ne conduit pas à le banaliser ou à le marginaliser, au contraire : l'absence de règlement de ce conflit, particulièrement grave en elle-même, constitue aussi une menace permanente pour la sécurité internationale.

Par sa gravité, sa dimension symbolique et sa place dans l'imaginaire collectif, la portée de ce conflit non réglé revêt un caractère structurant et dépasse les frontières d'Israël et des Territoires palestiniens. Toute escalade dans ce conflit est porteuse d'un risque de déstabilisation régionale incontrôlable. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous résigner à un faux statu quo qui cache en réalité une régression quotidienne sur le terrain comme dans les esprits. Le bout de ce chemin est clair : c'est la disparition de la solution à deux États, comme un mirage dans le désert, qui marquerait un saut dans l'inconnu et le risque du pire.

Monsieur le Président,

La crise à Jérusalem montre bien qu'une poussée de violences peut intervenir à tout moment dans la région et au-delà, compte tenu du poids spirituel, religieux et symbolique de

l'Esplanade des Mosquées. Face à la préoccupante montée des tensions et des violences ces derniers jours, la France a exprimé son extrême préoccupation et souligné la nécessité impérieuse d'un retour au calme. Nous avons à cet égard pris note du retrait des portiques de sécurité : c'est un signal encourageant et nous exprimons l'espoir qu'il ouvre la voie à un apaisement durable de la situation. La France rappelle par ailleurs qu'un tel apaisement passe par le respect du statu quo historique de 1967 et la concertation entre les parties israélienne, jordanienne et palestinienne. Nous continuons aujourd'hui à suivre la situation avec la plus grande attention et réitérons notre appel à faire preuve de la plus grande retenue.

Comme l'a justement souligné Nikolay Mladenov, il faut absolument éviter de transformer ce conflit politique - qui, en tant que tel, peut et doit faire l'objet d'un accord et donc de compromis - en un conflit religieux, sur lequel aucun compromis ne serait possible.

Monsieur le Président,

À Gaza, la crise humanitaire permanente dans laquelle vivent 2 millions de Palestiniens s'est brutalement aggravée avec le blocage de la fourniture en électricité qui dure depuis plus de trois mois. Les habitants de Gaza vivent aujourd'hui avec 2 à 3 heures d'électricité par jour en moyenne, et la crise énergétique paralyse les infrastructures médicales, sanitaires et de traitement de l'eau. Elle frappe les plus faibles et non les dirigeants du Hamas. Si rien n'est fait, les tensions en cours pourraient aboutir à un nouveau conflit meurtrier, comme la bande de Gaza en a connu trois en moins d'une décennie. Personne ne peut accepter cette perspective. Israël doit assumer pleinement ses responsabilités de puissance occupante, en allégeant notamment les restrictions imposées à l'accès des biens et des personnes de et vers Gaza. Il est également fondamental que les Palestiniens parviennent à un accord de réconciliation : nous savons qu'il n'y aura pas d'État palestinien viable sans unité palestinienne, fondée sur les principes de la solution des deux États. Plus fondamentalement, il est nécessaire qu'une solution politique durable puisse être trouvée pour Gaza, qui devra passer par la levée du blocus et de robustes garanties de sécurité pour Israël.

Ces crises appellent une réaction d'urgence, tant de la part des parties que de la communauté internationale. Mais au-delà de cette exigence immédiate, nous devons retrouver la perspective d'une paix juste, dans laquelle les Palestiniens et les Israéliens croient de moins en moins. Dans le vide politique actuel, c'est la violence qui prospère, et cette violence est inacceptable. La mort de dix personnes ces derniers jours, dans des attentats et des affrontements à Jérusalem et dans les Territoires palestiniens, en est une nouvelle illustration tragique. Nous condamnons toutes les violences. Et l'assassinat vendredi dernier, dans les conditions terribles que l'on sait, de trois membres d'une famille israélienne dans une colonie de Cisjordanie, doit être fermement condamné.

Dans ce contexte, il est indispensable de retrouver la voie de la négociation. Cette négociation, elle appartient bien sûr aux parties, mais son résultat ne doit pas être préempté à l'avance par le fait accompli. La colonisation, qui est illégale en droit international, menace directement la préservation de la solution des deux États sur le terrain et la perspective d'une paix juste et durable pour les Palestiniens comme pour les Israéliens. Les annonces du début du mois pour la construction de 1.500 nouvelles unités de logement à Jérusalem-Est sont sans précédent : elles constituent un signal extrêmement négatif et ne peuvent que contribuer à l'aggravation des tensions sur le terrain.

Il convient donc, Monsieur le Président, de redonner un véritable horizon politique aux Israéliens et aux Palestiniens, et la France salue et encourage toutes les initiatives qui sont prises en ce sens, notamment par les États-Unis. Elle rappelle également que toutes les tentatives de traitement partiel du conflit ont échoué. Le développement économique ou les arrangements de sécurité ne peuvent prendre sens que dans la perspective d'un accord global. La voie pour y parvenir est forcément difficile : elle exigera des sacrifices de part et d'autres. Mais il n'existe pas d'alternative aux paramètres internationalement agréés : deux États vivant en paix et en sécurité le long de frontières sûres et reconnues ; des frontières tracées sur la base des lignes de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement agréés ; Jérusalem pour capitale de ces deux États.

Monsieur le Président

La France est l'amie des Palestiniens comme des Israéliens. C'est pourquoi elle peut leur tenir un langage de vérité en les appelant inlassablement à revenir à la table des négociations. Et c'est pourquoi mon pays ne baissera jamais les bras.

Face à la tentation de différer le traitement du conflit israélo-palestinien ou de perdre de vue la nécessité d'un accord sur le statut final, il est essentiel de réaffirmer le cadre des deux États. Comme l'a dit le président de la République, M. Emmanuel Macron, au président palestinien et au Premier ministre israélien, qu'il a reçus à Paris ces dernières semaines, la France restera résolument engagée sur cette question et prendra toute sa part dans les efforts qui sont plus que jamais nécessaires pour relancer une dynamique politique crédible.

Je vous remercie./.